



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES GRANDE CHINE ET MONGOLIE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE PÉKIN

Semaine du 25 septembre 2023

Chine continentale

Banque et finance [\(ici\)](#)

Marché boursier : parution d'une régulation visant à limiter les ventes de titres par les actionnaires majoritaires ou contrôleurs effectifs d'une société cotée

Marché boursier : une baisse modérée des indices sur la semaine

Stabilité financière : la situation d'Evergrande continue de se dégrader et la perspective d'une liquidation offshore apparaît de plus en plus sérieuse

Echanges et politique commerciale [\(ici\)](#)

Relation Chine-UE : Valdis Dombrovskis et He Lifeng ont coprésidé le dixième dialogue économique de haut niveau UE-Chine

Relation Chine-US : les autorités américaines ont ajouté onze nouvelles entités opérant en Chine à l'Entity List relative aux contrôles des exportations

Relation Chine-US : les Etats-Unis ont ajouté trois entreprises chinoises au registre de l'UFLPA

Relation Chine-Australie : la Chine lie la levée des droits additionnels chinois sur le vin australien à la levée des droits additionnels australiens sur trois produits chinois

Industrie et numérique [\(ici\)](#)

UE-Chine : organisation du deuxième dialogue numérique de haut-niveau à Pékin

Innovation : China Reform Holdings Corp Ltd va créer un fonds doté de 100 Mds RMB (13,7 Mds USD) pour soutenir le développement des industries émergentes

Matières premières : augmentation des quotas de production de terres rares pour 2023

Economie numérique : TikTok se met en ordre de bataille sur le segment des ventes en livestreaming à l'approche des promotions d'automne

Développement durable, énergie et transports ([ici](#))

Climat : l'AiIB dévoile sa stratégie climat à horizon 2030

Climat / Environnement : déplacement du Commissaire européen de l'environnement Sinkevičius en Chine

Hong-Kong et Macao ([ici](#))

Hong-Kong

Relations franco-hongkongaises : retour sur le déplacement de Paul CHAN, Secrétaire aux Finances, à Paris

Finance : interdiction de sortie pour un banquier basé à Hong Kong

Finance verte : HKEX améliore ses critères ESG et renforce son soutien aux entreprises de technologies vertes

Bureau UE : remarques sur l'attractivité de Hong Kong

Macao

Bourse : le Ministère chinois des Finances a émis des obligations souveraines d'une valeur de 5 Mds RMB (685 M USD) à Macao

Taiïwan ([ici](#))

Soutien à l'économie : le NDC enjoint les différents ministères à accélérer le suivi des projets d'infrastructures

Production industrielle : 15ème baisse mensuelle consécutive à Taiïwan en août 2023

Chine continentale

Banque et finance

Marché boursier : parution d'une régulation visant à limiter les ventes de titres par les actionnaires majoritaires ou contrôleurs effectifs d'une société cotée

Le 26 septembre, les bourses de la Chine ont publié [un avis](#) clarifiant le mécanisme de ventes d'actions par les actionnaires majoritaires ou contrôleurs effectifs d'une société cotée. La revente est interdite dans les situations suivantes :

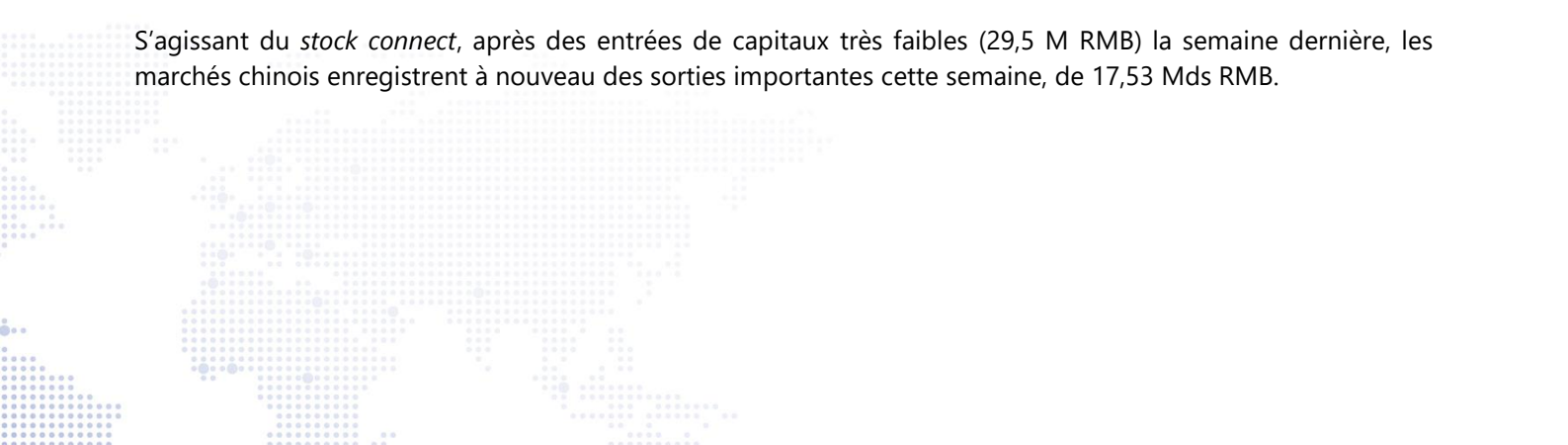
- (i) le cours de l'action est tombé au moins une fois en dessous du prix d'émission initial pendant les 20 jours ouvrés précédant la transaction, qui doit être préalablement annoncée.
- (ii) le prix de l'action est inférieur à la valeur de l'actif net par action. La valeur de l'actif net par action sera évaluée par les rapports financiers de la période la plus récente ainsi que le rapport annuel audité pour l'année la plus récente. L'évaluation sera effectuée aussi pendant les 20 jours précédant la transaction.
- (iii) la société n'a pas atteint plusieurs conditions dans le versement de dividendes. Il s'agit de deux situations : soit la société n'a pas distribué de dividende en espèces au cours des trois dernières années, soit le montant cumulé des dividendes en espèces est inférieur à 30 % du bénéfice net annuel moyen des trois dernières années. Il est à noter que les années financières avec un bénéfice négatif ne sont pas prises en compte.

Les règles ont déjà été publiées dans l'avis de la CSRC du 27 août ([Voir les brèves du SER de Pékin de la semaine du 28 août](#)), il s'agit ici d'en spécifier les détails techniques. Jusqu'à présent, les mécanismes d'interdiction de vente n'étaient pas obligatoires. Désormais, la divulgation du planning de vente d'action sera obligatoire au minimum 15 jours ouvrés avant la transaction.

Marché boursier : une baisse modérée des indices sur la semaine

Durant cette semaine de 4 jours ouvrables, les marchés boursiers en Chine enregistrent une baisse, à l'exception du Star Market, l'indice technologique de la bourse de Shanghai. En particulier, l'indice principal de la bourse de Shanghai (SSE) est revenu à son niveau de début d'année. L'indice Heng Seng des Entreprises Chinoises de la bourse de Hongkong (HSCEI) enregistre une baisse marquée cette semaine, de 4,4 %, faisant repasser en dessous du seuil de 6 000 points (5988,04 en clôture)

S'agissant du *stock connect*, après des entrées de capitaux très faibles (29,5 M RMB) la semaine dernière, les marchés chinois enregistrent à nouveau des sorties importantes cette semaine, de 17,53 Mds RMB.



	CSI 300	SSE	SZSE	ChiNext	STAR Market 50	BSE 50	HSCEI
Entre le 25 et 28 septembre	-1,3%	-0,7%	-0,7%	-0,5%	0,6%	-0,8%	-4,4%
Depuis le 1er septembre	-2,0%	-0,3%	-3,0%	-4,7%	-5,8%	4,0%	-5,4%
Depuis le 1er janvier	-4,7%	0,7%	-8,2%	-14,6%	-7,5%	-13,9%	-6,5%

Stabilité financière : la situation d'Evergrande continue de se dégrader et la perspective d'une liquidation offshore apparaît de plus en plus sérieuse

La crise du promoteur immobilier China Evergrande s'est à nouveau aggravée, le groupe ayant [déclaré](#) le 24 septembre qu'il n'était plus en mesure d'émettre de nouvelles obligations. Cela est dû à l'ouverture d'une enquête sur sa principale filiale, Hengda Real Estate Group, qui a récemment fait défaut sur une obligation onshore d'une valeur de 4 Mds CNY (547 M USD). Suite à cette annonce, le prix de l'action d'Evergrande a chuté de 22 % à 0,465 HKD, son niveau le plus bas depuis deux semaines.

Cette nouvelle renforce les craintes concernant le plan de restructuration de la dette d'Evergrande, dans un contexte d'importantes pénuries de liquidités dans le secteur immobilier chinois. Dévoilé en mars dernier, il proposait aux créanciers offshore d'échanger leurs dettes contre de nouvelles obligations d'une durée de 10 à 12 ans et devait être approuvé début septembre par au moins 75% des détenteurs de dettes. S'appuyant sur une analyse du cabinet Deloitte, Evergrande a garanti un taux de recouvrement du plan de restructuration de la dette offshore d'environ 22,5 %, contre 3,4 % en cas de liquidation du promoteur. Face à ces difficultés, un nouveau plan est très attendu par les investisseurs étrangers, et plusieurs d'entre eux [ont récemment menacé](#) d'appuyer la requête de mise en liquidation du promoteur, déposée par un investisseur en juin 2022 devant le tribunal de Hong Kong. La décision sera prise le 30 octobre.

Retour au sommaire ([ici](#))

Echanges et politique commerciale

Relation Chine-UE : Valdis Dombrovskis et He Lifeng ont coprésidé le dixième dialogue économique de haut niveau UE-Chine

Le 25 septembre s'est tenu à Pékin le dixième dialogue économique de haut niveau UE-Chine co-présidé par Valdis Dombrovskis, vice-président de la Commission européenne, et He Lifeng, vice-premier ministre du Conseil des affaires de l'Etat chinois. Le dialogue économique de haut niveau UE-Chine est la principale instance de discussions entre Pékin et Bruxelles sur les sujets économiques et commerciaux.

Selon le [communiqué](#) de la Commission européenne, les discussions ont porté sur la situation macroéconomique dans l'UE, en Chine et dans le monde, l'impact de la guerre en Ukraine sur l'économie mondiale, les problématiques européennes d'accès au marché chinois, la transparence des chaînes d'approvisionnement, le rééquilibrage des relations économiques et commerciales entre l'UE et la Chine, ainsi que sur les opportunités pour renforcer la coopération multilatérale. Valdis Dombrovskis a notamment réitéré ses préoccupations concernant l'accès au marché des entreprises européennes dans le domaine agroalimentaire, des dispositifs médicaux, des cosmétiques et des préparations pour nourrissons.

D'après le [communiqué](#) du ministère chinois de l'Economie (MOFCOM), les échanges entre l'UE et la Chine ont été « francs et pragmatiques ». Pékin et Bruxelles ont réussi à trouver un consensus et sont parvenus à des résultats qui satisfont chacune des deux Parties.

Ainsi, la Chine et l'UE se sont [engagées](#) à :

- (i) créer un groupe de travail UE-Chine sur la réglementation financière ;
- (ii) poursuivre les discussions sur un éventuel mécanisme de transparence des chaînes d'approvisionnement en matières premières entre l'UE et la Chine ;
- (iii) échanger de l'informations sur les contrôles à l'exportation au niveau technique ;
- (iv) relancer les discussions sur les exportations de boissons alcoolisées ;
- (v) reprendre des dialogues macroéconomique et financier dans les mois à venir.

Toutefois, [He Lifeng](#) et [Weng Wentao](#), ministre chinois du Commerce, ont exprimé dans leurs entretiens respectifs avec Valdis Dombrovski leur inquiétude et leur mécontentement concernant l'enquête anti-subsidiation menée par la Commission sur les véhicules électriques chinois. Pour rappel, la Commission européenne a annoncé deux semaines avant le dialogue l'ouverture d'une enquête anti-subsidiation sur les importations de véhicules électriques en provenance de Chine.

En outre, le dialogue économique de haut niveau s'est déroulé dans le cadre d'une visite plus large de quatre jours du Commissaire européen en Chine dans laquelle, Valdis Dombrovskis a notamment rappelé lors du sommet du [Bund](#) à Shanghai le 23 septembre que l'UE n'avait aucune intention de se dissocier (« *decoupling* ») de la Chine.

Relation Chine-US : les autorités américaines ont ajouté onze nouvelles entités opérant en Chine à l'*Entity List* relative aux contrôles des exportations

Le 25 septembre, le Bureau de l'industrie et de la sécurité (BIS) du département du Commerce a ajouté 28 entités à l'[Entity List](#) relative aux contrôles des exportations américains dont 11 entités basées en Chine. Parmi elles :

- Deux entités ont été ajoutées à l'*Entity List* pour avoir acheté ou tenté d'acheter des produits d'origine américaine pour encourager le développement des programmes iraniens d'armes de destruction massives ;
- Une entité pour avoir tenté de contourner le contrôle export américain ;
- Une entité pour s'être procurée des produits d'origine américaine susceptibles de favoriser la recherche militaire chinoise ;
- Six entités sont ajoutées à la liste pour avoir travaillé en réseau afin de se procurer des composants aérospatiaux, y compris des biens à double usage pour des drones pour l'Iran ;
- Une entité pour avoir contribué aux activités nucléaires pakistanaise.

Les entreprises américaines sont en conséquence dans l'interdiction de fournir les entités figurant sur cette liste sans l'obtention préalable d'une licence d'exportation auprès du département du Commerce.

Dans un [communiqué](#), le porte-parole du ministère du Commerce (MOFCOM) a déclaré que la Chine s'opposait « fermement » à ses mesures et a ajouté que la Chine protégera les droits « légitimes » et les intérêts des entreprises et des individus chinois.

Relation Chine-US : les Etats-Unis ont ajouté trois entreprises chinoises au registre de l'UFLPA

Dans un [communiqué](#) en date du 26 septembre, le département américain de la Sécurité intérieure (DHS) a annoncé l'ajout de trois entreprises chinoises à la liste du *Uyghur Forced Labor Prevention Act (UFLPA)* : Xinjiang Tianmian Foundation Textile Co, Ltd, Xinjiang Tianshan Wool Textile Co. Ltd et Xinjiang Zhongtai Group Co. Ltd.

Pour rappel, les Etats-Unis ont adopté le 23 décembre 2021 le *Uyghur Forced Labor Prevention Act (UFLPA)*, qui complète la procédure d'enquête déjà existante en matière de lutte contre le travail forcé aux Etats-Unis. L'UFLPA introduit une présomption réfutable d'interdiction d'importation aux Etats-Unis pour tout produit extrait ou fabriqué, entièrement ou en partie, soit i) dans la région autonome du Xinjiang en Chine, ii) ou par l'une des entités figurant sur l'une [des listes](#) de l'UFLPA. Les listes sont régulièrement mises à jour.

Les trois entreprises chinoises, précédemment citées, ont été inscrites sur la liste qui recense les entités travaillant avec le gouvernement de la région autonome ouïgoure du Xinjiang pour recruter et transporter des Ouïgours, des Kazakhs, des Kirghizes ou des membres d'autres groupes persécutés hors de la région.

Relation Chine-Australie : la Chine lie la levée des droits additionnels chinois sur le vin australien à la levée des droits additionnels australiens sur trois produits chinois

[Interrogé](#) en conférence de presse le 21 septembre sur la levée des droits additionnels chinois imposés aux importations de vins australien, le porte-parole du ministère chinois de l'Économie (MOFCOM), He Yadong, a déclaré que l'Australie et la Chine continueront à collaborer activement en vue d'une résolution rapide de leurs différends, à savoir les mesures antidumping et antisubventions sur le vin en provenance d'Australie¹ et les mesures antidumping et antisubventions sur certains produits en provenance de Chine² (les pylônes pour éoliennes, les roues de chemin de fer et les évier en acier inoxydables).

He Yadong a notamment ajouté la partie chinoise était prête « à rencontrer la partie australienne à mi-chemin, à renforcer la confiance mutuelle et à coopérer sur la base du règlement du différend relatif à l'orge ». En août 2023, la Chine avait levé ses droits additionnels imposés sur les importations d'orge australien, ce qui avait mené l'Australie à abandonner son [différend](#) contre la Chine à l'OMC.

Dans son côté le ministre australien de l'Agriculture, des Forêts et de la Pêche, Murray Watt, [a déclaré](#) ce dimanche 24 septembre que le gouvernement australien considérait ces différends comme complément distincts, tout en rappelant vouloir résoudre ces différends par le dialogue.

Pour rappel, la Chine avait imposé des droits de douanes additionnels sur les importations de vins en provenance d'Australie en 2020 après que l'Australie ait demandé l'ouverture d'une enquête sur les origines de la pandémie de Covid-19.

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

¹ OMC (DS602)

² OMC (DS603)

Industrie et numérique

UE-Chine : organisation du deuxième dialogue numérique de haut-niveau à Pékin

Le deuxième dialogue numérique de haut niveau s'est tenu à Pékin les 18 et 19 septembre 2023. Coprésidé par Vera Jourova, vice-présidente chargée des valeurs et de la transparence, et Zhang Guoqing, vice-premier ministre chinois. Selon le [communiqué de la Commission](#), ce dialogue a porté sur la réglementation des plateformes et des données, l'intelligence artificielle, la recherche et l'innovation, les flux transfrontaliers de données industrielles et la sécurité des produits vendus en ligne.

Sur l'intelligence artificielle, la Commission a présenté les développements relatifs au règlement européen sur l'IA et a souligné l'importance d'une utilisation éthique de cette technologie dans le plein respect des droits de l'homme universels, conformément aux récents rapports des Nations unies.

La Commission a réitéré son soutien aux normes mondiales et interopérables en matière de technologies de l'information et de la communication (TIC) et a exhorté les autorités chinoises à garantir un environnement commercial équitable et fondé sur la réciprocité dans le domaine numérique.

Elle a également fait part de son inquiétude quant aux difficultés rencontrées par les entreprises européennes en Chine pour utiliser leurs données industrielles, en raison de l'application d'une législation récente. Les discussions sur ce sujet se sont poursuivies dans le cadre du dialogue économique de haut niveau du 25 septembre en vue de trouver des solutions concrètes.

La Commission a expliqué son approche de réduction des risques dans le cadre de la stratégie européenne de sécurité économique, qui consiste à atténuer les risques pour ses chaînes d'approvisionnement, ses infrastructures critiques et sa sécurité technologique.

En ce qui concerne la sécurité des produits, la Commission et la Chine ont salué la signature du plan d'action sur la sécurité des produits vendus en ligne.

Le premier dialogue numérique de haut niveau entre l'UE et la Chine a eu lieu en septembre 2020, mais il ne s'est pas réuni depuis. La reprise de ce dialogue a été annoncée par la présidente Ursula von der Leyen lors de sa visite à Pékin le 6 avril 2023. La Commission entretient un dialogue sur les technologies de l'information et de la communication (TIC) avec la Chine au niveau technique, couvrant les politiques en matière de TIC et de numérique ainsi que les questions réglementaires, depuis 2009. Toutefois, ce dialogue sur les TIC ne s'est pas non plus réuni depuis 2020.

Innovation : China Reform Holdings Corp Ltd va créer un fonds doté de 100 Mds RMB (13,7 Mds USD) pour soutenir le développement des industries émergentes

D'après le quotidien officiel [China Daily](#), China Reform Holdings Corp Ltd, gestionnaire d'actifs appartenant à l'Etat chinois et spécialisé dans la réforme des entreprises d'État (SOEs), va créer un fonds doté de 100 Mds RMB (13,7 Mds USD) pour soutenir le développement des industries émergentes, dont notamment l'intelligence

artificielle, les biotechnologies et les nouveaux matériaux. Le fonds, qui serait déjà soutenu par plus de 20 entreprises d'État, gouvernements locaux et autres entités, devrait être opérationnel dès cette année.

La Commission d'administration et de supervision des actifs publics (SASAC), chargée de la supervision des entreprises d'État, a récemment introduit des plans d'action pour 9 industries stratégiques émergentes et 6 industries d'avenir, pour lesquels elle envisage de créer des fonds spécialisés. A l'occasion de la publication de ces plans, Wang Hongzhi, vice-président de la SASAC, a souligné le rôle moteur des SOEs pour renforcer la résilience et la compétitivité des chaînes d'approvisionnement chinoises. Selon le centre de recherche de la SASAC, les investissements des SOEs dans les industries émergentes ont connu un taux de croissance annuel moyen de plus de 20 % au cours des trois dernières années. Au premier semestre 2023, ces investissements auraient augmenté de plus de 40 % en g.a., représentant plus d'un quart des investissements totaux des SOEs.

Les 22 et 23 septembre, la Chine a [tenu](#) sa première conférence nationale sur la « nouvelle industrialisation » (新型工业) durant laquelle le président Xi Jinping et le premier ministre Li Qiang ont rappelé des priorités désormais bien connues de la politique industrielle chinoise, dont la coordination entre le développement et la sécurité, l'amélioration de la résilience des chaînes d'approvisionnement industrielles ou encore le renforcement de la capacité d'innovation industrielle. La « nouvelle industrialisation » a également fait l'objet d'une [réunion](#) du Conseil des Affaires de l'Etat présidée par Li Qiang le 20 septembre, qui a mis l'accent sur le nécessaire élargissement de l'ouverture internationale de la Chine pour atteindre ses objectifs industriels.

Matières premières : augmentation des quotas de production de terres rares pour 2023

Le 18 septembre, le ministère de l'Industrie et des Technologies de l'Information (MIIT) et le ministère des Ressources Naturelles (MNR) ont [publié](#) une seconde version des quotas de production de terres rares pour l'année 2023. Le quota global de production a [augmenté](#) de 14 %, pour atteindre 240 000 tonnes. Ce quota est en progression pour la cinquième année consécutive.

En revanche, le quota pour les terres rares moyennes et lourdes, essentielles pour les produits de haute technologie et l'armement, n'a pas évolué (un peu moins de 20 000 tonnes). Parmi les terres rares lourdes figure notamment le dysprosium, utilisé dans les aimants pour les moteurs de véhicules électriques.

Selon les estimations du *US Geological Survey*, la Chine représentait 70 % de la production mondiale de terres rares en 2022.

Economie numérique : TikTok se met en ordre de bataille sur le segment des ventes en *livestreaming* à l'approche des promotions d'automne

TikTok a récemment introduit trois nouvelles fonctionnalités de e-commerce (ventes en live streaming, création de vidéos promotionnelles et magasin en ligne) destinées à l'ensemble de ses 150 millions d'utilisateurs établis aux États-Unis, après une phase de test s'étant écoulé sur plusieurs mois. TikTok se positionne sur un marché déjà disputé par Shein et Temu, à l'approche des fêtes états-uniennes de fin d'année toujours accompagnées de promotions importantes.

TikTok s'appuie sur les vendeurs chinois pour développer son activité de commerce en *livestreaming* à l'échelle mondiale. TikTok a ainsi partagé à ces vendeurs des manuels expliquant les modes de vie et les habitudes des clients aux États-Unis et sur d'autres marchés afin d'éviter tout faux-pas culturels, et a proposé des cours gratuits pour aider les vendeurs à s'intégrer, selon [le Wall Street Journal](#).

En revanche, TikTok a subi un revers en Indonésie, l'un de ses principaux marchés asiatiques pour les achats en ligne. Le ministère du commerce de l'Indonésie a prononcé le 25 septembre une interdiction à l'ensemble des réseaux sociaux d'opérer des paiements directs sur leurs plateformes. [Selon Bloomberg](#), cette mesure viserait à protéger les 64,2 millions de micro, petites et moyennes entreprises, qui contribuent à 61 % du PIB indonésien, d'un risque d'éviction par des plates-formes numériques.

En parallèle, une industrie d'agences privées de *coaching* en e-commerce se développe en Chine à destination des vendeurs en *livestreaming*, afin de les aider à créer des contenus vidéos viraux pour vendre leurs produits. L'ouverture de nouveaux marchés pourrait ajouter un jalon de pression pour les vendeurs chinois, voyant leurs marges se réduire tant du fait de la concurrence exacerbée avec les autres vendeurs que du fait du coût supplémentaire représenté par cours de coaching (jusqu'à 1688 CNY, soit 218 EUR, selon sur le [site 36 KR](#)). Certains vendeurs affirment également que leurs marges sont réduites par l'augmentation des commissions prélevées par les plateformes de e-commerce : pour la vente de vêtements en *livestreaming*, la commission pourrait aller de 20 à 30 %, comme l'a constaté 36 KR.

Les plateformes de e-commerce chinoises sont actuellement engagées dans une concurrence intense, qui les contraint à réduire les prix pour sécuriser leur part de marché, alors que la reprise de la consommation des ménages chinois s'avère plus lente que prévue. Les plateformes traditionnelles Alibaba et JD.com voient leur position menacée par l'émergence de la plateforme de e-commerce électronique à prix réduit Pinduoduo (dont le chiffre d'affaires a cru de 66 % en 2022) ByteDance, compagnie mère de TikTok et de Douyin, fait également figure de nouveau venu dans le paysage chinois du e-commerce, et aurait enregistré un revenu de près de 5 Mds USD sur le segment des ventes en *livestreaming* en 2022. Une présence sur d'autres marchés sera toutefois nécessaire pour que ByteDance puisse porter ce chiffre à 20 Mds USD en 2023.

Développement durable, énergie et transport

Climat : l'AiIB dévoile sa stratégie climat à horizon 2030

L'*Asian Infrastructure Investment Bank* (AIIB), banque multilatérale de développement créée en 2016 à l'initiative de la Chine, a [publié](#) sa stratégie climat lors de sa réunion annuelle en Egypte le 26 septembre 2023. L'AIIB est maintenant composée de 109 membres (avec l'ajout très récent du Salvador, des Iles Salomon et de la Tanzanie), dont la France.

Cette stratégie expose les principes qui régiront le financement climat ainsi que les domaines d'action de l'AIIB : 1) Répondre aux besoins des pays récipiendaires de manière adaptée et juste ; 2) Adopter une approche holistique : atténuation, résilience, adaptation, co-bénéfices climat-biodiversité (par la mise en place de solutions fondées sur la nature pour les infrastructures notamment), 3) Mobiliser les capitaux et renforcer les partenariats financiers pour des projets climatiques, 4) Faciliter l'innovation technologique pour l'atténuation et l'adaptation climatique.

L'AIIB s'engage ainsi à allouer **au moins 50 %** de ses approbations de financement annuelles au climat d'ici 2025 (déjà 56 % en 2022) et aligne désormais tous ses nouveaux investissements sur les principes de l'Accord de Paris. Le financement climat de l'AIIB était de 2,6 Mds USD en 2020 et devrait augmenter à 7-8 Mds USD par an, soit 50 Mds USD à la fin de la décennie.

Climat / Environnement : déplacement du Commissaire européen de l'environnement Sinkevičius en Chine

Le Commissaire européen V. Sinkevičius était en déplacement à Shenzhen puis Pékin du 22 au 26 septembre, accompagné de la DG européenne des Affaires Maritimes et des Pêches (Charlina Vitcheva) et de la DG Environnement (Florika Fink-Hooijer). Il a rencontré ses homologues dans différents ministères :

- Dialogue Océan avec le Ministre des Ressources Naturelles (WANG Guanghua) : évocation de la pêche illégale et du traité de protection de la biodiversité en haute-mer (BBNJ, [adopté](#) en juin 2023) ;
- Dialogue sur les pêches avec le Vice-Ministre de l'Agriculture et des Affaires Rurales (MA Youxiang) sur le sujet de la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN) ;
- Rencontre avec le Ministre de l'Écologie et de l'Environnement (HUANG Runqiu) : évocation des sujets pollution plastique, COP15 biodiversité, COP28 climat ;
- Deuxième Dialogue Politique UE-Chine sur l'Eau avec le Ministre des Ressources en Eau (LI Guoying) : évocation des sécheresses, des ressources en eau et de la [plateforme de coopération UE-Chine](#) (lancée en 2012 pour promouvoir les échanges politiques, techniques et économiques dans le domaine de l'eau), ainsi que la préparation de la [Conférence sur l'eau](#) de l'ONU de 2026 ;
- Rencontre avec la Commission Nationale du Développement et de la Réforme (NDRC) : évocation de l'économie circulaire.

Le Commissaire a également ouvert le Forum UE-Chine du Partenariat Bleu pour les Océans à Shenzhen, qui abordait les sujets de l'économie bleue durable (énergies renouvelables, partage des données océaniques), la

gouvernance internationale des pêches (durabilité de la pêche et de l'aquaculture), la gouvernance internationale de l'océan (BBNJ, perspectives pour le Partenariat Bleu UE-Chine). Il a également ouvert une discussion sur la lutte contre la déforestation importée dans les chaînes de valeur, en présence de la DG environnement Florika Fink-Hooijer (dans le contexte du nouveau [règlement européen](#)).

Pendant la visite, le Commissaire a déclaré qu'il souhaitait voir la Chine atteindre la neutralité carbone 10 ans plus tôt que prévu, donc en 2050 au lieu de 2060, dans la lignée du nouveau rapport [Net Zero Roadmap](#) de l'AIE (neutralité carbone en 2050 pour la Chine et en 2045 pour les pays développés).

Au même moment, le Commissaire européen au Commerce Valdis Dombrovskis tenait le 10^e dialogue économique et commercial de haut niveau entre l'UE et la Chine avec le Ministre du Commerce chinois (WANG Wentao), raidi par la récente annonce d'une enquête de l'UE contre les subventions chinoises aux véhicules électriques.

Hong-Kong et Macao

Hong-Kong

Relations franco-hongkongaises : retour sur le déplacement de Paul CHAN, Secrétaire aux Finances, à Paris

L'évènement « Think Business, Think Hong Kong » organisé à Paris le 19 septembre a réuni plus de 1300 participants avec l'objectif de stimuler les échanges commerciaux et les investissements entre Hong Kong et la France. Plus de 1000 personnes ont assisté aux conférences et aux sessions thématiques, explorant les opportunités économiques offertes à Hong Kong et en Chine continentale. Le dîner de gala a rassemblé 300 acteurs économiques français, européens et hongkongais. Paul CHAN, Secrétaire aux Finances de Hong Kong, et Olivier BECHT, Ministre Délégué chargé du Commerce extérieur, ont prononcé des discours lors de la cérémonie d'ouverture. Paul CHAN a relevé la solidité des relations commerciales entre Hong Kong et la France et les atouts du territoire, tandis qu'Olivier BECHT a notamment mis en relief l'attractivité de la France.

Des experts ont participé aux discussions sur la durabilité, l'innovation et la créativité à Hong Kong. Les sessions ont abordé des sujets tels que la finance verte, le développement durable, l'innovation en santé et les opportunités dans la région de la Greater Bay Area. L'évènement a également favorisé les rencontres B2B entre les entreprises françaises et hongkongaises, avec plus de 300 rendez-vous organisés. La journée s'est conclue par un dîner de gala mettant en valeur la culture hongkongaise. Dans le cadre de ce programme, Paul CHAN s'est ensuite rendu à Londres et à Berlin pour renforcer les relations commerciales avec le Royaume-Uni et l'Allemagne, deux partenaires importants pour Hong Kong.

Le communiqué de presse de HKTDC [ici](#).

Finance : interdiction de sortie pour un banquier basé à Hong Kong

Les autorités chinoises ont récemment imposé une interdiction de quitter le territoire à Charles WANG, président de Nomura Holdings basé à Hong Kong. Avant de rejoindre Nomura en 2018, il a occupé le poste de directeur général adjoint à la Banque Industrielle et Commerciale de Chine (ICBC), l'une des principales banques commerciales chinoises.

Bien que les raisons précises de cette interdiction et son impact sur les activités de Nomura en Chine ne soient pas clairement spécifiés, cette décision soulève des interrogations au sein des entreprises étrangères, notamment à Hong Kong. Elle survient dans un contexte d'inquiétudes croissantes concernant les difficultés économiques en Chine et les nouvelles réglementations qui compliquent les opérations des entreprises étrangères dans le pays.

Finance verte : HKEX améliore ses critères ESG et renforce son soutien aux entreprises de technologies vertes

Hong Kong Exchanges and Clearing (HKEX) a récemment annoncé le renforcement de ses normes de divulgation des informations liées à l'environnement, au social et à la gouvernance (ESG), dans le but de soutenir l'objectif de neutralité carbone de Hong Kong et de la Chine continentale. Cette initiative vise également à faciliter l'accès au capital pour les entreprises spécialisées dans les technologies vertes. Lors du Sommet du Bund 2023 à Shanghai la semaine dernière, Laura CHA, Présidente de HKEX, a souligné l'engagement de la bourse à promouvoir l'investissement international dans la transition écologique en renforçant la fiabilité des indicateurs ESG, conformément aux normes internationales les plus rigoureuses. En parallèle, la bourse cherche à développer des mécanismes visant à élargir les sources de financement pour ces entreprises.

Ces mesures devraient permettre à Hong Kong de consolider sa position en tant que centre financier international innovant tout en contribuant aux efforts de la Chine pour atteindre la neutralité carbone d'ici 2060.

Union Européenne : remarques sur l'attractivité de Hong Kong

Lors d'un événement organisé par la Chambre de commerce européenne, Thomas GNOCCHI, Chef du bureau de l'Union Européenne à Hong Kong et Macao, a souligné les défis majeurs auxquels le hub financier de Hong Kong est actuellement confronté. Parmi ces défis, il relève notamment la situation politique complexe, les tensions commerciales et les difficultés de recrutement de hauts profils au-delà de la Chine. M. GNOCCHI a également mis en évidence la perception négative en Europe de la situation politique à Hong Kong, dissuadant progressivement les entreprises et les entrepreneurs d'explorer les opportunités économiques de la RAS.

Malgré les efforts déployés par le Secrétaire aux Finances, P. CHAN, lors de sa récente visite en Europe pour promouvoir les opportunités économiques de Hong Kong, le climat politique actuel continue d'influencer les décisions des potentiels investisseurs et entrepreneurs. Selon T. GNOCCHI, il est donc essentiel de résoudre ces défis de manière cruciale afin de maintenir la position de Hong Kong en tant que centre financier international attractif et de favoriser la stabilité économique de la région.

Macao

Bourse : le Ministère chinois des Finances a émis des obligations souveraines d'une valeur de 5 Mds RMB (685 M USD) à Macao

Le Ministère chinois des Finances a émis des obligations souveraines d'une valeur de 5 Mds RMB (685 M USD) à Macao le 20 septembre. Ces obligations étaient proposées aux investisseurs institutionnels, dont 4 Mds RMB sur une durée de deux ans et 1 Md RMB sur une durée de cinq ans. Les souscriptions ont dépassé 10 Mds RMB au total selon la Bank of China (Macao). Il s'agit de la troisième émission d'obligations offshore par le gouvernement chinois à Macao, après une première offre de 2 Mds RMB en 2019 et une autre émission de 3 Mds RMB en 2022.

Cette initiative témoigne de l'engagement du gouvernement chinois à renforcer le secteur financier de la région, à promouvoir l'utilisation du RMB et à soutenir la diversification économique. Pour mémoire, avant la pandémie, l'industrie des jeux représentait plus de la moitié du PIB de Macao et contribuait à hauteur de 80 % des recettes publiques de ce territoire.

Taiwan

Soutien à l'économie : le NDC enjoint les différents ministères à accélérer le suivi des projets d'infrastructures

Le *National Development Council* (NDC) vient de présenter [son rapport](#) s'agissant de [l'état d'avancement des projets d'infrastructures](#) sur l'année 2023. Jusqu'à fin août, près de 56 % du budget, consacré aux infrastructures publiques, ont été utilisés, soit 370 Mds TWD (près de 11 Mds EUR). Afin de relancer l'économie (les dernières prévisions de croissance de la CBC sur 2023 sont à la baisse, +1,46 %), le NDC a donné des consignes, aux différents ministères concernés par ces programmes, pour en accélérer le suivi afin d'arriver d'ici la fin de l'année à un taux de réalisation de 96 %. Il ne manque pas de préciser à cet égard que le budget 2024 augmentera de 0,3 % par rapport à cette année pour atteindre 588 Mds TWD (17 Mds EUR). Depuis 2019 (hors année 2022), l'enveloppe dédiée est en constante augmentation (2019-2024, + 61 %).

Production industrielle : 15ème baisse mensuelle consécutive à Taiwan en août 2023

Selon le ministère de l'économie (MOEA), [la production industrielle a diminué de -10,5 % en glissement annuel, au mois d'août](#). Largement dépendante du secteur manufacturier (-10,7 %), qui représente environ 95 % de la production totale, cette baisse résulte principalement des industries électronique (-16,8 %), des machines (-16,6 %) et des produits chimiques (-0,5 %). Sur le secteur de l'industrie électronique, les semi-conducteurs accusent une chute de -20 % en raison de la faiblesse de la demande et de l'ajustement continu des inventaires, le secteur des écrans LCD progresse quant à lui de 11 %. Les secteurs des produits informatiques et communication et des pièces automobiles augmentent respectivement de +2,8 % et +1,3 %. Sur les huit mois 2023, la production industrielle accuse un fléchissement de -16 % (dont l'industrie des semi-conducteurs -24 %), le MOEA estime qu'une [décroissance de la production industrielle est quasiment confirmée](#) pour l'ensemble de l'année.

Retour au sommaire ([ici](#))

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Responsable de la publication :

Christian Gianella

Rédacteurs :

Thomas Carré, Thibault Alix, Jingxia Yang, Hao Pan, Arthur Quinquenet, Furi Ren, Camille Bortolini, Marie-Pia Lebrun, Louis Ouvry, François Lemal, Julien Boudet, Laureen Calcat, Haowei Hu, Cyril de Mesmay, Li Wei, Philippe Baudry, Emanuel Malz, Charlotte Lau, Alain Chouan, Odile Huang, Max Chang, Jingyu Wang, Maria Girard, Cao Hui, Ani Liu, Pierre Moussy, Pierre Couturier-Bonsergent, Cheng Chen, Pavlo Stergard, Julie Hervé

Revu par :

Hannah Fatton

Pour s'abonner :

lauren.calcat@dgtresor.gouv.fr